

Exposé sur Le journalisme d'investigation

J'aimerais dédier ce modeste travail à Johanne Sutton, Pierre Billot et au journaliste Allemand tombés dimanche 11 novembre 2001 au Nord de l'Afghanistan sur le champ d'investigation pour livrer à l'opinion publique une information vérifiée et traitée avec rigueur, comme le faisait Johanne à travers les ondes de Rfi.

I) Mon expérience de journalisme d'investigation.

Définition du journalisme d'investigation. L'investigation est un genre journalistique dans lequel on retrouve : l'enquête, le reportage, l'interview, et le portrait. Dans l'investigation, le journaliste va au fond des choses pour comprendre afin d'éclairer l'opinion. Pour ce faire, il va enquêter sur le terrain en utilisant la technique de l'interview, du portrait et beaucoup plus celle du reportage qui donne à voir, à sentir, ou à entendre. Mais ces genres journalistiques énumérés, répondent à la fameuse formule : qui dit quoi, où, quand et comment ? (1)

L'investigation nécessite pour le journaliste certaines aptitudes. Lesquelles ?

**** Savoir choisir son sujet en se posant la question : Cette enquête va-t-elle intéresser les lecteurs ?**

Cette enquête va-t-elle éclairer l'opinion dans les événements ou le débat en cours ?

**** Savoir aller sur le terrain pour effectuer son enquête.**

Avant d'aller sur le terrain : revisiter son background (la culture générale du journaliste est toujours un plus) sur le thème à enquêter : documentation, relecture de notes ou d'articles déjà écrits sur ce sujet, etc. Etablir une liste de personnes à contacter avec : adresses exactes, numéro de téléphones, heures de rendez-vous. Se renseigner sur les moyens de déplacement, les habitudes des populations, bien préparer son matériel de travail : carnet de notes, magnéto, etc.

Sur le terrain : Le journaliste doit se mettre au niveau des gens qu'il va rencontrer. Cela veut dire être simple avec eux, humble, ouvert et respectueux des traditions, surtout en milieu rural. Il doit être en mesure d'instaurer une relation de confiance, d'intimité, voire de complicité entre lui et son interlocuteur. Car, une fois rassuré, l'interviewé est à même de livrer des informations importantes, voire confidentielles que n'aurait pas eu un journaliste qui passe en coup de vent. Ceci est surtout valable pour les "sans voix", les "exclus", "les petites gens" du village ou du quartier dont on tient peu compte de leur avis mais qui, en réalité, peuvent apporter quelque chose de nouveau dans la recherche d'une bonne information.

Un bon reportage, ou une bonne investigation sur le terrain, vaut mieux que dix comptes rendus de séminaires ou de visites officielles organisées.

Mon expérience de journaliste de brousse (2). Pour réaliser une bonne enquête, surtout en milieu rural, il faut tenir compte de deux facteurs: le temps et le contexte culturel.

Le contexte culturel. En milieu rural où j'ai l'habitude de travailler, il est important pour le journaliste de comprendre certains comportements des villageois : méfiance du paysan devant un inconnu, langage euphémique empreint de ruse, et de subterfuge.

1) C'est en 1948 que le politologue Américain Harold. D. Lasswell lance la fameuse formule : "Qui dit quoi, à qui, quand, où, par quel canal, comment. Cette formule définit le trajet parcouru par les messages depuis l'agent émetteur jusqu'au récepteur. Le politologue le décrit aussi comme une "action de communication", titre de son ouvrage "The communication of ideas". Il faut dire que la formule de Lasswell est en droite ligne l'héritière d'une expression analogue lancée en 1936 par le même auteur qui est : "Who get, what, when, how?" (Qui obtient quoi, quand ? et comment ?).

2) Cf article : "Journaliste de brousse : la noblesse d'un métier". Madieng Seck. Bulletin Syfia n° 100. Mai 1997.

Autre fait culturel, la pudeur à prendre la parole publiquement. Ce fait culturel, est en rapport avec l'absence, dans les campagnes africaines, de mouvement d'opinion démocratique capable de dénoncer ce qui ne va pas. Dans un tel contexte, il est difficile pour le journaliste de mener une investigation. Il faut donc tenir compte des habitudes et coutumes, savoir instaurer la relation de confiance. Exemple c'est dans l'intimité d'une case, au puits, ou au champ qu'on peut amener le paysan à parler...En ville les confidences se feront autour d'un pot En revanche, face aux officiels, ou bien en public il arrive que **le paysan cultive la langue de bois**. En tout cas, il va rarement au fond des choses quand il intervient dans un tel contexte.

Exemple 1 : Bon hivernage et mauvaises semences. Victime de la mauvaise qualité de semences d'arachides vendues sur les marchés, des paysans se confient à moi après la visite de leurs champs par le gouverneur et les préfets. *"Je donnerai mon champ d'arachides aux chèvres cette année..."* Au village, cette façon de démarrer la conversation par une image ou un dicton est courante. Cela, le journaliste doit le comprendre pour bien communiquer avec les gens du terroir. Dans cet exemple, mon interlocuteur avait accepté de me parler en aparté. Du coup, il regrette que dans le village, les paysans ne soient pas associés aux prises de décisions. C'est pourquoi d'ailleurs la coopérative du village n'a pu se procurer de bonnes semences vendues à temps opportun et à des prix raisonnables. Au cours de l'entretien, se sentant plus en confiance par mes encouragements, il pointe un doigt accusateur sur le chef de village en disant : *"Il ne nous défend pas très bien dans les réunions mais il ne doit jamais être désavoué en public"*. Cette pudeur des villageois à dénoncer publiquement les responsables de leurs maux, n'était pas évident à déceler au premier coup.

Le temps. De ces reportages réalisés en 1988, j'ai tiré un enseignement : pour goûter aux multiples *"leçons de choses"* du paysan et les faire partager, il faut prendre le temps, bien observer, écouter, discuter. Bref, il faut de la patience.

Exemple 2 : Les invasions de sauteriaux à Louga à 200 km au nord de Dakar. De retour d'un reportage avec mon carnet de notes remplis de témoignages de paysans affligés par l'ampleur des dégâts, qu'elle ne fut ma surprise d'entendre le ministre sénégalais de l'agriculture affirmer, le soir, à la radiodiffusion nationale d'Etat qu'il n'y avait *"pas péril en la demeure"* ! Il fallait donc mener une investigation pour savoir la vérité.

Le meilleur contact avant d'aller sur le terrain était le président de l'Union régionale des coopératives de Louga, le vieux El.H Mbaye Lô. On se connaît très bien. Il accepte de me donner d'autres contacts de paysans que je peux rencontrer dans leurs champs. *"Il faut y aller avant le lever du jour, entrer sans bruit dans l'enclos"* m'avait dit le vieux qui sait qu'il n'est pas facile de voir des criquets en train de mettre à sac un champ. Ces criquets qui se déplaçaient par millions, moi je les ai vus de mes propres yeux dans un champ d'arachides qui ressemblait, après leur passage, à une prairie où l'on a planté des milliers de bûchettes d'écoliers. Il y avait vraiment péril en la demeure.

Au marché de Louga, des sacs de pesticides étaient vendus au noir. A Dakar, la presse publique et privée avaient finalement fait l'écho de mes articles. A Louga je reçus la visite de mon chef de Desk à l'Agence de Presse Sénégalaise, accompagné du chef du bureau de l'Afp à Dakar, venu constater les dégâts révélés dans mes investigations.

Pourquoi tous les paysans n'avaient pas reçu de pesticide ?

Pourquoi les agents phytosanitaires n'avaient pas traité à temps ?

Pour répondre à ces questions de fond, il m'a fallu prendre du temps et interviewer des personnes concernées dans cette affaire : simples villageois, notables, encadreurs, agents d'agricultures, préfets, etc. Incidemment, j'apprit avec cette investigation que les paysans n'appartenant pas au parti au pouvoir étaient parfois les derniers servis, voire pas du tout. Leurs champs étaient ainsi dévastés. Convaincue de la gravité de la situation, le gouverneur ordonna une enquête. Le responsable régional du service de la protection des végétaux fut sanctionné, puis muté.

Exemple 3 : Les élections présidentielles de février 2000 au Sénégal : L'opposition se fraie un chemin. (3)

A un mois des élections présidentielles de février 2000 au Sénégal, une investigation m'avait semblé nécessaire pour faire comprendre à l'opinion publique, internationale surtout, comment le "goorgoorlou" (le Sénégalais moyen qui vit les difficultés quotidiennes de la vie), voit les partis d'opposition ? Quels traitements réserve l'administration à ces citoyens qui ont choisi de penser autrement que ceux qui sont au pouvoir ?

Brimades de l'administration, deux poids deux mesures, selon que le citoyen appartient à l'opposition. Bref, l'enquête révèle qu'il était malséant d'être un opposant au Sénégal. Mais cette mal gouvernance qui n'avait que trop duré, beaucoup de Sénégalais étaient prêts à la sanctionner. A visage découvert ou en requérant l'anonymat plusieurs personnes interrogées m'avaient fait comprendre qu'elles voteraient pour l'opposition. Tels cet informaticien et cette secrétaire travaillant ensemble dans un cabinet ministériel. *"Je n'ai jamais voté mais je le ferais cette fois-ci...pour le changement"*, m'avait-on dit à plusieurs reprises...L'enquête avait également révélé que l'arrivée d'opposants dans les conseils municipaux (en 1996) avait contribué à dessiller les yeux des citoyens sur les avantages de la gestion démocratique de la chose publique. *"L'opposition constitue un vrai contre pouvoir. Sinon c'est la gabegie, la corruption"*, m'avait expliqué un pharmacien du quartier de Colobane à Dakar. Bref, je sentais l'alternance se frayer un chemin. Au second tour de l'élection présidentielle, le 19 mars 2000, l'opposition gagne.

A ces exemples on aurait pu en ajouter d'autres. Mais ce qu'il faut retenir c'est que dans tous ces articles de presse, l'approche est la même. Savoir poser ses questions, savoir à qui les poser.

On aborde ici les techniques de l'interview. Il faut donc savoir choisir son interlocuteur en fonction de sa bonne connaissance du sujet, en fonction de son expérience vécue ou de son degré d'implication. De préférence, faire précéder l'entretien d'un briefing avec l'interlocuteur sur le sujet ou sur le questionnaire. Les questions doivent être courtes et précises. L'entretien peut être direct, ou à bâton rompu. Cependant, le journaliste doit toujours s'appuyer sur un fil conducteur. Sinon il s'éloigne trop du sujet et on tombe dans des généralités qui ne facilitent pas le choix d'un angle d'attaque. Ne pas oublier les questions relance afin d'amener l'interviewé à préciser certaines de ses idées en donnant

des exemples concrets avec : dates, chiffres, description d'un personnage, d'un témoin, ou d'une situation. Tout cela permet d'éviter la langue de bois, fréquemment utilisée dans l'administration de nos pays.

L'ambiance dans la technique de l'interview. On retrouve ici le côté reportage de l'investigation où le journaliste privilégie la description pour montrer l'ambiance. Pour faire sentir l'ambiance, de courtes phrases suffisent. Le journaliste décrit comment parle son interlocuteur, sa gestuelle. Exemple : Mr X parle avec amertume, il s'énerve, il lève les bras au ciel, ou bien dans un élan de solidarité, il appelle les populations à la mobilisation.... Les détails ou les faits insolites renseignent également sur le sujet à enquêter. Cela ne doit pas échapper au journaliste qui peut alors s'entêter à revenir sur certaines questions.

II) Oui ! Possible de faire du journalisme d'investigation en Afrique.

Oui ! Disons qu'il est possible de faire du journalisme d'investigation en Afrique. Mais au préalable il faudrait que le journaliste, qu'il soit des médias publics ou des médias privés, dispose de trois éléments fondamentaux.

**** Un minimum de matériel et de logistique :** magnétophone, radio, télévision, téléphone, fax, ordinateur branché à l'Internet, possibilité de se déplacer en temps utile.

3) Cf. "Sénégal : l'opposition se fraie un chemin". Madiégné Seck. Bulletin Syfia n° 134. mars 2000

**** Une maturité d'esprit et une liberté de s'exprimer...**

**** Du courage et de la détermination pour expliquer et rapporter les faits constatés.**

Lorsque ces éléments existent au sein de son entreprise de presse, le journaliste peut valablement s'acquitter de son devoir d'informer dans la plus grande honnêteté et la rigueur requise. Mais c'est selon que le journaliste travaille dans la presse publique ou privée.

Presse publique. En Afrique, les médias d'Etat disposent généralement de moyens adéquats pour permettre au journaliste de faire correctement son travail. Cette condition une fois remplie, il reste au journaliste à faire preuve de maturité d'esprit et de courage pour réaliser librement ses reportages, ses enquêtes et ses investigations. A lui donc de faire preuve de capacité à mener des investigations et de son goût à travailler dans ce sens. Contrairement aux idées généralement reçues, les journalistes des médias publics, du moins au Sénégal où j'ai travaillé pendant plus de 15 ans, ne sont pas toujours sous le coup de la censure, pendue sur leur tête comme une Epée de Damoclès. C'est parce que certains, pour des raisons inavouées (faire plaisir au chef pour monter en grade, la crainte d'être critiqué à l'égard du régime en place, etc), préfèrent traiter l'information institutionnelle, suivre les déplacements des officiels (le gouverneur a dit, le ministre a dit) et couvrir des séminaires ou s'autocensurer carrément...

Ce journalisme pose le problème de la crédibilité de ces médias se complaisant dans le traitement partisan de l'information. Un traitement non équilibré, venant d'une seule source et présentant des distorsions dans la relation des faits. C'est un "journalisme alimentaire", comme l'avait appelé un ancien vice-président de l'Assemblée nationale Sénégalaise, mettant en doute la crédibilité d'une certaine presse dans son pays.

L'investigation, il faut le dire, est un exercice fastidieux, un travail difficile qui requiert beaucoup de courage et d'expériences. D'où la noblesse de ce genre journalistique. Les exemples d'investigation sur les semences, et sur les invasions de criquets, ont été pourtant réalisés par un journaliste travaillant dans une agence de presse d'Etat, en l'occurrence l'Agence de Presse Sénégalaise (APS). On le voit donc, même en travaillant dans les médias publics, il est possible de faire de l'investigation.

Presse privée. Dans la presse privée les données sont différentes. Parce que au Sénégal, comme dans la plupart des pays africains, la presse privée est souvent en butte à de nombreuses difficultés, des difficultés financières notamment. Il y a aussi les difficultés politiques dues au fait que les autorités ont souvent tendance à museler cette presse privée en intentant des procès, suite à des informations jugées diffamatoires. Les conséquences sont multiples : peu d'articles d'investigation liés au déficit de journalistes professionnels compétents et légalement recrutés pour enquêter sur des sujets intéressants, manque de moyens matériels et techniques. Cela, sans aucun doute, se reflète sur le travail des journalistes qui vont se contenter de couvrir : réunions, séminaires, conférence de presse, notamment celle de partis politiques, ceci avec les mêmes risques d'un mauvais traitement de l'information soulignés plus haut. En dépit de ces difficultés, la presse privée est restée, quand même bien dynamique, dans pas mal de pays africains : Le Bénin avec 15 quotidiens privés qui sortent régulièrement, le Sénégal 15 quotidiens dont 13 privés...

Aussi, passés les premières années de balbutiements, cette presse privée a vite reconnue l'intérêt de grandes enquêtes pour en faire ses Unes. A Dakar les exemples sont nombreux. Les derniers en date sont : l'enquête sur "l'argent sale" avec la réaction positive, en Conseil des ministres, du président Sénégalais Abdoulaye Wade et sur "les voleurs de bétail" (4). Mais qu'il soit dans le public ou dans le privé, les journalistes d'investigation ont ceci de commun : la détermination à livrer aux publics une information vraie.

A noter que l'investigation ne débouche pas toujours nécessairement sur un papier sensationnel, un article

incendiaire ou sur un scoop qui occuperait la Une des journaux.

4) Cf "L'argent sale envahit Dakar". Le Matin (quotidien privé) du 8 Novembre 2001. P 4 et "Sur les traces des voleurs de bétail". Le Soleil du 15 novembre 2001. P 4.

En cherchant cela vaille que vaille, à aller dans ce sens, le journaliste risque de se comporter comme une "tête brûlée", comme un "justicier". Ce qui n'est pas du tout son rôle. Le rôle du journaliste, du journaliste d'investigation, c'est de garder un esprit d'indépendance vis à vis des pouvoirs : pouvoir politique, pouvoir d'argent, pouvoir des chefs traditionnels ou religieux. Cette indépendance vis à vis des pouvoirs a l'avantage de ne pas exposer le journaliste aux diverses tentatives de récupération ou de corruption telles : l'achat d'articles, la remise sous le manteau de cadeaux ou le paiement de perdiems à l'issue d'un séminaire. Autre avantage de cette indépendance d'esprit, l'impartialité dans le traitement de l'information.

Mais pour être suffisamment fort et faire ce travail d'investigation, la presse a besoin de renforts venant de : l'opinion publique nationale et internationale, la société civile, des syndicats ou des associations de journaliste, de garanties d'espaces de liberté d'expression. Car la défense des libertés et du Droit à l'information juste et vraie doivent être l'affaire de tous. Si dans bons nombres de pays africains, il est difficile de faire éclore un véritable journalisme d'investigation, c'est parce que ces renforts font défaut.

La rédaction de l'article. Par respect des publics, le journaliste doit donner l'information la plus complète et la plus honnête qui soit. A noter qu'il est toujours difficile pour un chef de Desk, rédacteur en chef, directeur de publication ou autorité officielle de sucrer une enquête voire la mettre à la censure.

Une information, disons nous, doit toujours être équilibrée et bien vérifiée.

Eviter certaines expressions abstraites ne permettant pas de toucher du doigt la réalité des faits Exemple : Les exemples ici ne manquent pas. Il est nécessaire pour le journaliste d'être en mesure de faire la part des choses, la part des langages des spécialistes : Ong, agents banque mondiale...

III) Les contraintes à l'exercice du journalisme d'investigation.

En Afrique les contraintes au journalisme d'investigation sont nombreuses. Elles tiennent à plusieurs facteurs :

Les facteurs juridiques et institutionnels : L'absence de démocratie véritable dans bon nombres d'Etats africains, l'absence de législation qui favorise la création d'Entreprises de presse (dans certains pays la création est libre et il n'y a pas d'autorisation préalable...), l'inexistence ou l'insuffisance de fonds d'aide à la presse, l'absence d'écoles de formation de journalistes, et dans les pays où elles existent, ces écoles doivent encourager les étudiants au journalisme d'investigation. (5).

Les facteurs socio-politiques : absence de mouvements d'opinion publique capable de prendre en charge certaines revendications sociales (exemple mobilisation contre l'arrestation de journaliste ou contre la fermeture de journaux si fréquente dans nos pays)

Un autre facteur social important est la possibilité pour les journalistes de pouvoir s'organiser librement en Association ou en syndicat afin de défendre leur corporation. Une des forces de la presse est sa capacité de mobilisation pour la protection des journalistes. En Afrique de l'Ouest, il y a l'UJAO (Union des Journalistes de l'Afrique de l'Ouest), créée le 15 juin 1986 à Dakar par plusieurs associations et syndicats de journalistes des 16 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO)

IV) Quels conseils pour contourner ces difficultés ?

Il est difficile, dans ce métier, de donner des conseils. Les donneurs de leçons vous demandent

5) A l'école de journalisme de Dakar, au Centre d'études des sciences et technique de l'information (Cesti), les étudiants de troisième année passent, par exemple, un examen appelé "Grande Enquête". Il s'agit d'un exercice d'investigation qui met les étudiants dans les conditions réelles de journaliste professionnel travaillant pour sa rédaction. souvent de faire ce qu'ils disent et non ce qu'ils font.

Mais les conseils qu'on donne ont trait à l'éthique et à la déontologie.

Déontologie. A propos de déontologie on parle souvent de l'objectivité du journaliste. Moi je préfère l'honnêteté du journaliste. Honnêteté à l'égard de la personne interviewée et dont il ne faudrait pas trahir sa pensée, honnêteté en ayant le courage d'aller recouper les sources d'information. Le journaliste, j'ai l'habitude de le dire, doit se méfier des pouvoirs, tous les pouvoirs, et de ne pas se mettre à leur service. "*Il ne faut pas rêver : il sera toujours soumis à des pressions et c'est pas seulement dans les régimes africains*", disait Louis Le Meter un confrère du journal Ouest France. Le journaliste d'investigation doit se mettre au service des faits constatés... La déontologie c'est le respect de la personne, sans discrimination aucune.

L'Éthique. L'éthique c'est la conscience du journaliste. Conscience dans le choix de ses sujets, conscience dans la publication de ses informations qui pourraient nuire à une communauté, à une famille, à une personne tout simplement. Rappelez vous l'adage : **“Toute vérité n'est pas bonne à dire”**. Exemple : Si je publie telle information vraie sur une famille, il y aura l'éclatement de la famille et des suicides.

Conseils sur l'écriture. Avant de passer à la rédaction de son article, le journaliste d'investigation doit veiller à :

---s'assurer de la véracité de l'information et ne jamais forger son opinion à partir de la simple rumeur...

---donner l'occasion à quelqu'un de s'exprimer lorsqu'il est interpellé. Ceci par respect de ses lecteurs, pour sa crédibilité et celle de son journal.

---éviter d'avoir la grosse tête en croyant qu'on connaît tout

---bâtir son plan en fonction du choix de l'angle et éviter le style pompeux : plus les mots employés sont simples, précis (le juste chiffre) et clairs, plus le lecteur vous lit facilement et vous comprend.

--Enfin, faire relire son article à un confrère ou même à une copine non journaliste en acceptant bien sûr les critiques et remarques formulées.

En conclusion . Pour bien s'informer et informer le public, le journaliste d'investigation doit être humble et modeste. Sur le terrain il doit savoir ouvrir grandement les yeux et les oreilles. L'investigation est à ce prix.

**Par Madieng Seck
Jade/Syfia - Sénégal**